Le Monde.fr

PUBLICITE

Richard Casanova était en passe de devenir le nouveau "boss" du milieu corse

LE MONDE | 24.04.08 | 09h27

Bastia, correspondant

Richard Casanova, 48 ans, une figure du grand banditisme corse, a été assassiné à l'arme de guerre, mercredi 23 avril au matin, non loin du parking d'une concession automobile à Porto-Vecchio (Corse-du-sud). Vers 11 h 30, alors qu'il regagnait son véhicule en compagnie d'un ami, M. Casanova a été fauché par un tir mortel, ajusté depuis un muret à proximité duquel il s'était garé. *"Le tireur se trouvait à une distance maximale de 5 ou 6 mètres. Cette exécution a été soigneusement préparée, le signe d'un contrat mené par des professionnels"*, a déclaré au "Monde" José Thorel, procureur de la République à Ajaccio.

Si son nom était peu connu du grand public, Richard Casanova, né le 3 juillet 1959 à Bastia, s'était forgé une véritable légende. Après avoir fait ses premières armes dans les rangs du FLNC, ce discret fils de la bourgeoisie locale n'avait pas tardé à figurer sur les tablettes policières comme l'un des piliers de la "Brise de mer", une association de malfaiteurs de la région bastiaise.

Charismatique, intelligent, la justice l'avait promu "cerveau" du "casse du siècle" dans lequel se retrouveront impliquées plusieurs figures de la "Brise" : 31millions de francs suisses, soit environ 20 millions d'euros, dérobés au siège de l'Union des banques suisses (UBS) le 25 mars 1990. Un coup de maître qui avait sonnéle début d'une cavale digne d'un polar, entre maquis corse, villas de la Côte d'Azur, Afrique et Amérique du sud.

Richard Casanova semble s'être constamment joué du mandat d'arrêt lancé contre lui fin janvier 1991, échappant à plusieurs coups de filet au milieu des années 1990. L'homme a toujours bénéficié de solides protections, en particulier de la part de riches Corses établis en Afrique et proches des anciens réseaux du Service d'action civique (SAC), ex milice gaulliste.

"UN VÉRITABLE POÈTE"

De ces amitiés, en Corse comme dans les hautes sphères du pouvoir parisien, Richard Casanova en comptait beaucoup. *"Beaucoup trop"*, assurent les spécialistes du milieu insulaire. Le 12 février 2000, son nom avait adisparu du fichier des personnes recherchées, une "bourde" surprenante dans laquelle les mauvais esprits avaient cru deviner la main de Roger Marion, alors numéro deux de la police judiciaire, ex-patron de l'antiterrorisme et grand habitué des rivages corses (Le Monde du 4 mars 2006).

Six années plus tard, le 3 mars 2006, la "belle" de Casanova avait pris fin avec son interpellation à Lucciana (Haute-Corse). Entre-temps, la justice avait acquitté quatre de ses complices présumés dans l'affaire du casse de l'UBS en juin 2004. Condamné à 12 années par défaut, Richard Casanova attendait depuis une décision en appel dont l'issue favorable ne faisait guère de doute.

"L'instruction a clairement établi qu'il ne pouvait avoir participé au braquage, explique maître Jean-Yves Liénart, son conseil, *ses complices présumés ont tous été acquittés, la chambre de l'instruction a ordonné sa remise en liberté en novembre 2006, le dossier ne pesait plus rien."*

Richard Casanova, lui, pesait lourd. Trop, peut-être. *"C'est probablement la plus forte personnalité que j'aie eu à défendre,* s'incline maître Liénart*, un homme extrêmement brillant et un véritable poète lorsqu'il parlait de la Corse."* Les enquêteurs désignent surtout *"le poète"* comme le candidat le plus en vue au poste de nouveau *"boss"* du milieu insulaire, laissé vacant depuis la mort accidentelle, le 1er novembre 2006, de "Jean-Jé" Colonna.

"Richard était le seul à avoir l'envergure de lui succéder, souligne un policier, *mais ici, dès qu'on concentre trop de pouvoirs, on dégringole." "On l'appelait Le Menteur , beaucoup de gens lui en voulaient pour une raison ou pour une autre"*, lâche un autre fin connaisseur du milieu insulaire, qui avance de récentes brouilles avec certains anciens frères d'armes en guise de *"piste sérieuse"*.

Depuis neuf mois, le contrôle judiciaire de M. Casanova avait été allégé et son interdiction de séjour en Corse levée. Il avait décidé de regagner l'île. Protégé, semblait-il croire, par son statut d'icône du Milieu.

Antoine Albertini

Le Monde.fr
» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Programme » Le Post.fr
» Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Shopping Télé » Talents.fr
» Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Voyages » Newsletters » Sites du

Le Monde
» Abonnez-vous au *Monde* à -60%

Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr © Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV |